

KYIV, 31 OCTOBRE 2022 : LE MATIN OÙ LES ROBINETS SE SONT TARIS

Entre 7 h et 9 h le 31 octobre 2022, des bombardiers russes ont lancé plus de 50 missiles de croisière contre le système électrique ukrainien. La plupart ont été abattus ; les autres ont touché 18 sites dans 10 régions. À Kyiv, une installation électrique endommagée hors de la ville a laissé 80 % des abonnés sans eau et 350 000 foyers sans électricité. C'était la quatrième vague d'une campagne que la Cour pénale internationale a ensuite qualifiée de crimes de guerre et de crime contre l'humanité d'actes inhumains — et qui ne s'est pas arrêtée.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

PROJET — non publié. Projet destiné à l'éditeur. Chiffres vérifiés au regard de l'Armée de l'air via le Congrès mondial ukrainien (31 oct. 2022), du maire de Kyiv via AP (31 oct. 2022), de la publication Telegram du Premier ministre (31 oct. 2022), des communiqués de la CPI des 5 mars 2024 et 24 juin 2024 (via JusticeInfo, Ukrainska Pravda), d'ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023), de la déclaration de la Commission du 21 sept. 2026 et de la HRMMU (16 oct. 2026). Chefs d'accusation et dates vérifiés sur la page de la CPI consacrée à la situation en Ukraine le 24 oct. 2026 (mandats contre Choïgou et Guerassimov délivrés le 24 juin 2024, annoncés le 25 juin). Aucune photo sous licence libre datée du 31 oct. 2022 trouvée à ce jour : la série de photos montre la vague du 10 oct. 2022 et les centrales de chauffage et d'électricité de Kyiv, avec leurs propres dates en légende.

80%

des abonnés à l'eau de Kyiv privés d'eau après la frappe d'une installation électrique près de la ville ; 350 000 foyers sans électricité B

Maire de Kyiv V. Klitschko, 31 oct. 2022 (via AP)

50+ · 44

missiles de croisière (Kh-101/Kh-555) lancés depuis des bombardiers stratégiques · abattus, 7 h – 9 h B

Armée de l'air ukrainienne, 31 oct. 2022

4

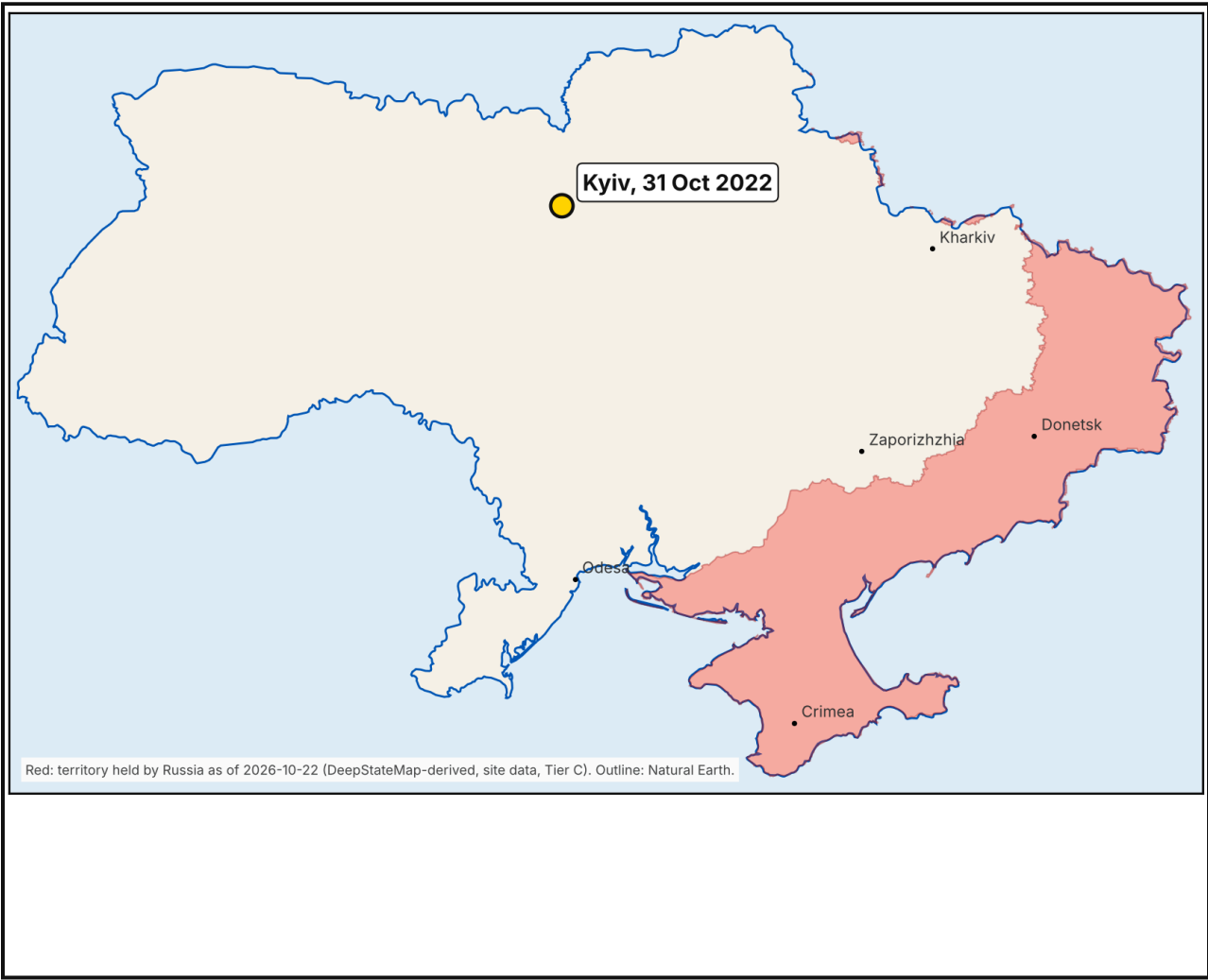
Mandats d'arrêt de la CPI pour les frappes de 2022–2023 sur le système électrique : Kobylach et Sokolov (5 mars 2024), Choïgou et Guerassimov (24 juin 2024) A

Cour pénale internationale, Chambre préliminaire II

2,147

Attaques russes contre les infrastructures énergétiques du 16 juil. à oct. 2026 — la campagne se poursuit B

Premier ministre de l'Ukraine, oct. 2026 (via BBC / Al Jazeera, 23 oct. 2026)



L'ESSENTIEL

L'eau, pas seulement la lumière. Un missile n'a pas besoin de toucher une station de pompage pour couper l'eau : le 31 octobre 2022, les dommages subis par une installation électrique hors de Kyiv ont privé d'eau 80 % des abonnés de la ville (Klitschko via AP). Les hôpitaux, le chauffage et l'assainissement dépendent du même réseau.

Une campagne avec des noms. La CPI a conclu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que les commandants de l'aviation à long rayon d'action russe et de la flotte de la mer Noire (5 mars 2024), puis le ministre russe de la Défense et le chef d'état-major général (24 juin 2024), sont responsables des frappes sur le système électrique ukrainien du 10 oct. 2022 au 9 mars 2023 — crimes de guerre et crime contre l'humanité d'actes inhumains. La Commission d'enquête de l'ONU avait conclu en mars 2023 que les vagues d'attaques à partir du 10 octobre 2022 « pourraient constituer des crimes contre l'humanité ».

Quatre ans plus tard, la même cible. En 2026, le Premier ministre compte 2 147 attaques contre l'énergie depuis le 16 juillet et le Président plus de 170 depuis le cessez-le-feu énergétique annoncé le 11 octobre ; la Commission d'enquête qualifie ces attaques de « systématiques » (21 sept. 2026).

QUALIFICATION JURIDIQUE EN TROIS NIVEAUX

FRAPPES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRIQUE OCT. 2022 - MARS 2023 : CRIMES DE GUERRE ET ACTES INHUMAINS — ÉTABLI SELON LE CRITÈRE DES MANDATS DE LA CPI (4 MANDATS)

VAGUES D'ATTAQUES CONTRE L'ÉNERGIE CHAQUE AUTOMNE ET HIVER, 2022-2026 — TENDANCE (COMMISSION D'ENQUÊTE 2023, 2026)

QUALIFICATION DE TERREUR ÉNERGÉTIQUE / GÉNOCIDE — POSITION (UKRAINE)

Établi. Chambre préliminaire II de la CPI : motifs raisonnables de croire que S. Kobylach et V. Sokolov (5 mars 2024) et S. Choïgou et V. Guerassimov (24 juin 2024) sont responsables des crimes de guerre consistant à diriger des attaques contre des biens civils et à causer des dommages incidents excessifs, et du crime contre l'humanité d'actes inhumains, pour des frappes sur l'infrastructure électrique ukrainienne d'au moins le 10 oct. 2022 à au moins le 9 mars 2023. **Tendance.** Commission d'enquête (mars 2023) : les vagues d'attaques à partir du 10 oct. 2022 pourraient constituer des crimes contre l'humanité ; (21 sept. 2026) : les attaques systématiques se sont poursuivies durant l'hiver 2025–2026. **Position.** L'Ukraine qualifie la campagne de terreur énergétique ; la Russie affirme frapper des installations énergétiques liées à l'armée et que Kyiv peut « mettre fin aux souffrances » en acceptant ses exigences.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Faire de la protection des infrastructures énergétiques et hydrauliques une condition explicite et surveillée de tout cessez-le-feu. Coopérer avec la CPI sur les quatre mandats en suspens. Financer la production, les transformateurs et l'alimentation de secours des services d'eau avant chaque hiver.

Sources : A — communiqués de la CPI, 5 mars 2024 (Kobylach, Sokolov) et 24 juin 2024 (Choïgou, Guerassimov) ; ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) ; ONU Ukraine, déclaration de la Commission d'enquête, 21 sept. 2026 ; point de la HRMMU de septembre 2026 (16 oct. 2026). B — Armée de l'air ukrainienne et Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 (via le Congrès mondial ukrainien) ; maire de Kyiv V. Klitschko (via AP, 31 oct. 2022) ; Premier ministre et Président de l'Ukraine, oct. 2026 (via Al Jazeera, 23 oct. 2026). C — AP, 31 oct. 2022 ; JusticeInfo, 5 mars 2024 ; Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 et 24 juin 2024. RU — Poutine, 31 oct. 2022 (Ukrainska Pravda) ; Peskov, 24 nov. 2022 (Reuters via Cyprus Mail) ; Peskov, 21 oct. 2026 (Anadolu). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

UNE INSTALLATION ÉLECTRIQUE HORS DE LA VILLE, UNE VILLE SANS EAU

La frappe est survenue un lundi matin à l'heure de pointe. À 9 h, la plupart des robinets de Kyiv étaient à sec : les pompes du service des eaux n'étaient plus alimentées. Les habitants ont fait la queue aux stations de pompage et rempli des bouteilles aux fontaines publiques ; la ville a fait venir des camions-citernes.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

10 oct. 2022	Première frappe massive de missiles sur le système électrique ukrainien après l'explosion du pont de Crimée ; début de la période couverte par les mandats de la CPI. A — CPI, 5 mars 2024
29 oct. 2022	Attaque de drones contre la flotte de la mer Noire dans la baie de Sébastopol ; la Russie accuse l'Ukraine. C — Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022
31 oct. 2022, 7 h - 9 h	Plus de 50 missiles de croisière Kh-101/Kh-555 lancés depuis des bombardiers Tu-95/Tu-160 ; 44 abattus (Armée de l'air). 18 sites touchés dans 10 régions, essentiellement énergétiques (Premier ministre). B — Armée de l'air ukrainienne ; Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022
31 oct. 2022, matin	Kyiv : 80 % des abonnés sans eau, 350 000 foyers sans électricité après la frappe d'une installation hors de la ville ; arrêt du métro et des transports électriques de Kharkiv ; coupures dans les régions de Zaporijia, Vinnytsia, Tcherkassy, Kirovohrad et Lviv. B — Maire de Kyiv via AP ; maire de Kharkiv, 31 oct. 2022
31 oct. 2022	Interrogé sur le fait de savoir si les frappes répondaient à Sébastopol, Poutine : « C'est en partie vrai. Mais nous pouvons faire davantage. » LA RUSSIE AFFIRME — Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022
24 nov. 2022	Kremlin : pas de frappes sur des cibles « sociales » ; les dirigeants ukrainiens peuvent « mettre fin aux souffrances » en satisfaisant les exigences de la Russie. LA RUSSIE AFFIRME — Reuters via Cyprus Mail, 24 nov. 2022
mars 2023	Commission d'enquête : les vagues d'attaques contre les infrastructures énergétiques à partir du 10 oct. 2022 pourraient constituer des crimes contre l'humanité. A — ONU Info ; A/HRC/52/62
5 mars 2024	Mandats d'arrêt de la CPI : le lieutenant-général S. Kobylach (aviation à long rayon d'action) et l'amiral V. Sokolov (flotte de la mer Noire). A — CPI, via JusticeInfo
24 juin 2024	Mandats d'arrêt de la CPI : S. Choïgou et V. Guerassimov pour la même campagne. A — CPI, via Ukrainska Pravda
Juil. - oct. 2026	2 147 attaques contre l'énergie depuis le 16 juil. (Premier ministre) ; plus de 170 depuis le cessez-le-feu énergétique du 11 oct. (Président) ; Commission d'enquête : « systématiques » (21 sept.). B — Premier ministre et Président de l'Ukraine via Al Jazeera, 23 oct. 2026 ; ONU Ukraine, 21 sept. 2026

CE QUE LE DOSSIER ÉTABLIT

Armée de l'air : entre 7 h et 9 h, plus de 50 missiles de croisière Kh-101 et Kh-555 ont été lancés depuis des bombardiers Tu-95 et Tu-160 au-dessus de la Caspienne et de la région de Volgodonsk ; 44 ont été abattus. Le Premier ministre a fait état de 18 objets touchés dans 10 régions, pour la plupart énergétiques.

Maire de Kyiv : 80 % des abonnés ont été privés d'eau « en raison des dommages subis par une installation électrique près de » la ville ; une installation endommagée alimentait 350 000 foyers (AP). Le métro et les transports électriques de Kharkiv se sont arrêtés (maire de Kharkiv).



Une centrale de cogénération de Kyiv en feu après des frappes de missiles russes, 10 oct. 2022 — trois semaines avant la frappe qui a coupé l'eau. Photo : Direction principale du Service d'urgence de l'État ukrainien à Kyiv · CC BY 4.0 · via Wikimedia Commons

QUI A ÉTÉ TOUCHÉ

Des civils dans toute la ville : foyers, hôpitaux sur groupes électrogènes, écoles et le système d'eau et d'assainissement lui-même. L'approvisionnement en eau a été rétabli dans la journée suivante ; le déficit d'électricité a entraîné des coupures tournantes pendant le reste de l'hiver.

Le bilan de la campagne est établi par la HRMMU en civils tués et blessés par les frappes, et dans les atteintes liées au froid documentées par la Commission d'enquête en 2025–2026.

Sources : A — communiqués de la CPI, 5 mars 2024 (Kobylach, Sokolov) et 24 juin 2024 (Choïgou, Guerassimov) ; ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) ; ONU Ukraine, déclaration de la Commission d'enquête, 21 sept. 2026 ; point de la HRMMU de septembre 2026 (16 oct. 2026). B — Armée de l'air ukrainienne et Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 (via le Congrès mondial ukrainien) ; maire de Kyiv V. Klitschko (via AP, 31 oct. 2022) ; Premier ministre et Président de l'Ukraine, oct. 2026 (via Al Jazeera, 23 oct. 2026). C — AP, 31 oct. 2022 ; JusticeInfo, 5 mars 2024 ; Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 et 24 juin 2024. RU — Poutine, 31 oct. 2022 (Ukrainska Pravda) ; Peskov, 24 nov. 2022 (Reuters via Cyprus Mail) ; Peskov, 21 oct. 2026 (Anadolu). Toutes consultées le 24 oct. 2026.



UNE MATINÉE, QUATRE MANDATS D'ARRÊT, UNE CAMPAGNE QUI SE POURSUIT

Le dossier international sur la campagne énergétique de 2022–2023 est exceptionnellement solide : deux constatations de l'ONU et quatre mandats de la CPI. Le dossier ukrainien donne l'ampleur de chaque vague ; les reportages indépendants rapportent les déclarations russes.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

ÉTABLI PAR DES ORGANES DOTÉS D'UN MANDAT

Chambre préliminaire II de la CPI, 5 mars 2024 : mandats contre S. Kobylach et V. Sokolov — crimes de guerre consistant à diriger des attaques contre des biens civils et à causer des dommages incidents excessifs, et crime contre l'humanité d'actes inhumains, pour des frappes d'au moins le 10 oct. 2022 à au moins le 9 mars 2023. A

CPI, 24 juin 2024 : mandats contre S. Choïgou et V. Guerassimov pour les mêmes faits. A

Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) : les vagues d'attaques à partir du 10 oct. 2022 « pourraient constituer des crimes contre l'humanité » ; (21 sept. 2026) les attaques systématiques se sont poursuivies durant l'hiver 2025–2026. A

ENQUÊTE UKRAINIENNE

Armée de l'air ukrainienne, 31 oct. 2022 : plus de 50 missiles de croisière, 44 abattus. B

Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 : 18 objets dans 10 régions, essentiellement énergétiques. B

Maire de Kyiv V. Klitschko, 31 oct. 2022 : 80 % sans eau ; 350 000 foyers sans électricité. B

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

AP, 31 oct. 2022 : les chiffres de Kyiv et la liste des villes touchées. C

Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 : la remarque de Poutine « en partie vrai ». C

Reuters, 24 nov. 2022 : la formule du Kremlin « mettre fin aux souffrances ». C

LES CHIFFRES — TOUTES LES SOURCES, TELS QUE PUBLIÉS

Chiffre	Ce qui est compté	Source · date · niveau
50+ · 44	missiles lancés · abattus, 31 oct. 2022	Armée de l'air · B
18 · 10	objets touchés · régions	Premier ministre · B
80% · 350,000	abonnés à l'eau de Kyiv privés d'eau · foyers sans électricité	Maire de Kyiv via AP · B/C
4	mandats d'arrêt de la CPI pour la campagne énergétique de 2022–2023	CPI · A
2,147	attaques contre l'énergie depuis le 16 juil. 2026	Premier ministre · B
328 · 2,105	civils tués · blessés en Ukraine, sept. 2026	HRMMU, 16 oct. 2026 · A



Les chiffres du premier jour sont préliminaires : le chiffre d'AP pour Kyiv porte sur des « foyers » (et non des appartements) ; certains comptes rendus évoquent « environ 50 » ou « plus de 50 » missiles. Le Hub indique le décompte de l'Armée de l'air et les chiffres du maire avec leurs dates.

Sources : A — communiqués de la CPI, 5 mars 2024 (Kobylach, Sokolov) et 24 juin 2024 (Choïgou, Guerassimov) ; ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) ; ONU Ukraine, déclaration de la Commission d'enquête, 21 sept. 2026 ; point de la HRMMU de septembre 2026 (16 oct. 2026). B — Armée de l'air ukrainienne et Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 (via le Congrès mondial ukrainien) ; maire de Kyiv V. Klitschko (via AP, 31 oct. 2022) ; Premier ministre et Président de l'Ukraine, oct. 2026 (via Al Jazeera, 23 oct. 2026). C — AP, 31 oct. 2022 ; JusticeInfo, 5 mars 2024 ; Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 et 24 juin 2024. RU — Poutine, 31 oct. 2022 (Ukrainska Pravda) ; Peskov, 24 nov. 2022 (Reuters via Cyprus Mail) ; Peskov, 21 oct. 2026 (Anadolu). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

EAU DE KYIV

PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE UKRAINE EVIDENCE HUB



Destinataires	Rôle dans l'affaire	Procédures	Sanctions · tribunaux
Sergueï Kobylash Lieutenant-général, commandant de l'aviation à long rayon d'action (2022–2023)	Bombardiers ayant lancé des missiles de croisière Kh-101/Kh-555, y compris le 31 oct. 2022	Mandat d'arrêt de la CPI, 5 mars 2024	—
Viktor Sokolov Amiral, commandant de la flotte de la mer Noire (2022–2023)	Tirs de Kalibr depuis la mer Noire lors des mêmes vagues	Mandat d'arrêt de la CPI, 5 mars 2024	—
Sergueï Choïgou Ministre de la Défense (2022–24)	Direction générale de la campagne de frappes	Mandat d'arrêt de la CPI, 24 juin 2024	—
Valeri Guerassimov Chef d'état-major général	Planification et commandement de la campagne de frappes	Mandat d'arrêt de la CPI, 24 juin 2024	—

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Unités de lancement (aviation à long rayon d'action, flotte de la mer Noire) → leurs commandants (Kobylash, Sokolov) → l'état-major général et le ministère de la Défense (Guerassimov, Choïgou) : la CPI a couvert chaque maillon pour la période du 10 oct. 2022 au 9 mars 2023.

Les propres déclarations de Poutine des 10 et 31 oct. 2022 ont présenté les frappes comme des décisions de l'État et comme des représailles ; les mandats ne le visent pas pour ces faits.

LES ACTES PROPRES DE L'ÉTAT RUSSE

Poutine, 31 oct. 2022, sur la question de savoir si les frappes répondaient à Sébastopol : « C'est en partie vrai. Mais nous pouvons faire davantage. »

Porte-parole du Kremlin, 24 nov. 2022 : pas de frappes sur des cibles « sociales » ; les dirigeants ukrainiens peuvent « mettre fin aux souffrances » en satisfaisant les exigences de la Russie — les atteintes aux civils présentées comme un levier.

La Russie ne reconnaît pas la CPI ; les quatre suspects sont toujours en liberté.

« PAS DE FRAPPES SUR DES CIBLES SOCIALES » — PENDANT QUE LES ROBINETS SE TARISSAIENT

La ligne russe comporte deux volets : les cibles sont des installations énergétiques liées à l'armée, et les souffrances cesseront quand Kyiv acceptera les conditions de Moscou. Le premier est contredit par ce que les frappes ont coupé — l'eau, le chauffage et l'électricité des hôpitaux ; le second reconnaît que les atteintes aux civils sont le but recherché.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN · POINT DE PRESSE · MOSCOU, 24 NOV. 2022

« Il n'y a pas eu de frappes sur des cibles "sociales" et il n'y en a pas — une attention particulière y est portée. »

Reuters via Cyprus Mail, 24 nov. 2022

CONTREDIT PAR LES FAITS

Le 31 oct. 2022, les dommages subis par une installation électrique ont privé d'eau 80 % des abonnés de Kyiv (maire de Kyiv via AP). La CPI a qualifié la campagne d'attaques contre des biens civils et d'actes inhumains (5 mars et 24 juin 2024).

Ce que l'affirmation concède : Que les frappes étaient planifiées de manière centralisée, avec une « attention particulière » au choix des cibles.

DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN · MÊME POINT DE PRESSE · 24 NOV. 2022

« [Les dirigeants ukrainiens peuvent] "mettre fin aux souffrances" en satisfaisant les exigences russes. »

Titre et article de Reuters sur le point de presse de Peskov, via Cyprus Mail et TBS News, 24 nov. 2022 (paraphrase ; formulation russe exacte à vérifier)

UN AVEU DE L'OBJECTIF

Contraindre une population par la privation, c'est ce que décrit le crime contre l'humanité d'actes inhumains visé dans les mandats de la CPI ; la Commission d'enquête avait envisagé la même possibilité en mars 2023.

Ce que l'affirmation concède : Que les souffrances civiles causées par les frappes sur l'énergie sont utilisées comme levier.

VLADIMIR POUTINE · CONFÉRENCE DE PRESSE, SOTCHI · 31 OCT. 2022

« C'est en partie vrai. Mais nous pouvons faire davantage. »

Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022

DES REPRÉSAILLES, SELON SES PROPRES MOTS

Interrogé sur le fait de savoir si les frappes du matin répondaient à l'attaque de drones du 29 oct. sur Sébastopol, Poutine a acquiescé « en partie ». Les représailles contre des biens civils sont interdites (PA I, art. 52(1)).

Ce que l'affirmation concède : Que la frappe sur le système électrique était une décision de représailles, et non une réponse à une menace militaire précise émanant de ces sites.

DMITRI PESKOV, PORTE-PAROLE DU KREMLIN · SAINT-PÉTERSBOURG · 21 OCT. 2026

« Rien n'a changé. Nous avons besoin de la paix, pas d'une trêve. »

Anadolu, 21 oct. 2026

LA MÊME LIGNE, QUATRE ANS PLUS TARD

Depuis le 16 juil. 2026, le Premier ministre compte 2 147 attaques contre l'énergie ; plus de 170 depuis le cessez-le-feu énergétique du 11 oct. 2026 (Président, via Al Jazeera, 23 oct. 2026).

Ce que l'affirmation concède : Que la Russie refuse même un arrêt limité des frappes sur l'énergie.

POUR ÊTRE JUSTE

Les installations énergétiques peuvent alimenter des utilisateurs militaires, et le DIH ne rend pas chaque centrale intouchable. La question à laquelle répondent la CPI et la Commission est celle de la proportionnalité et de l'effet cumulé sur les civils — et c'est sur cette base qu'elles ont conclu à des motifs raisonnables et à de possibles crimes contre l'humanité.

La défense aérienne ukrainienne a abattu la plupart des missiles le 31 oct. 2022 ; le Hub n'attribue aucun décès civil individuel ce jour-là sans source officielle.

Sources : A — communiqués de la CPI, 5 mars 2024 (Kobylach, Sokolov) et 24 juin 2024 (Choïgou, Guerassimov) ; ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) ; ONU Ukraine, déclaration de la Commission d'enquête, 21 sept. 2026 ; point de la HRMMU de septembre 2026 (16 oct. 2026). B — Armée de l'air ukrainienne et Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 (via le Congrès mondial ukrainien) ; maire de Kyiv V. Klitschko (via AP, 31 oct. 2022) ; Premier ministre et Président de l'Ukraine, oct. 2026 (via Al Jazeera, 23 oct. 2026). C — AP, 31 oct. 2022 ; JusticeInfo, 5 mars 2024 ; Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 et 24 juin 2024. RU — Poutine, 31 oct. 2022 (Ukrainska Pravda) ; Peskov, 24 nov. 2022 (Reuters via Cyprus Mail) ; Peskov, 21 oct. 2026 (Anadolu). Toutes consultées le 24 oct. 2026.



QUAND L'EAU D'UNE VILLE EST LA CIBLE

Les réseaux d'eau et l'électricité qui les fait fonctionner sont des biens indispensables à la survie de la population civile. Même lorsqu'une centrale sert des utilisateurs militaires, une attaque est illicite si les dommages civils attendus — eau, chauffage, hôpitaux en hiver — sont excessifs.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
OCT. 2026

ÉTABLI — PAR DES ORGANES MANDATÉS

CPI (5 mars et 24 juin 2024) : motifs raisonnables de croire que quatre hauts commandants russes sont responsables des crimes de guerre consistant à diriger des attaques contre des biens civils et à causer des dommages incidents excessifs, et du crime contre l'humanité d'actes inhumains (10 oct. 2022 – 9 mars 2023).

Commission d'enquête (mars 2023) : les vagues d'attaques à partir du 10 oct. 2022 pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

TENDANCE — CE QUE MONTRENT LES FAITS

Frappes massives sur le système électrique chaque automne et hiver : oct. 2022 – mars 2023, hivers 2023–2024, 2024–2025, 2025–2026 et de nouveau depuis oct. 2026 (Commission d'enquête, 21 sept. 2026 : « systématiques »).

Chaque vague présentée par la Russie comme un ciblage militaire ou comme des représailles, et les privations des civils comme le choix de Kyiv.

POSITION — QUALIFICATION RETENUE PAR L'UKRAINE

L'Ukraine qualifie la campagne de terreur énergétique et de violation des lois et coutumes de la guerre (art. 438 CPU).

La Russie affirme frapper des installations énergétiques liées à l'armée et que les souffrances cesseront à ses conditions.

LES RÈGLES APPLICABLES

Protocole additionnel I, art. 52 (biens civils), art. 51(5)(b) (proportionnalité), art. 54(2) (biens indispensables à la survie, y compris les installations d'eau potable), art. 57 (précautions) ; l'art. 52(1) interdit les représailles contre des biens civils.

Statut de Rome, art. 8(2)(b)(ii) et (iv) ; art. 7(1)(k) actes inhumains.

CE QUE NOUS NE SAVONS PAS

Le bilan civil complet de l'hiver 2022–2023, y compris les décès liés au froid.

Si l'un des quatre suspects se rendra dans un État qui exécute les mandats.

Le décompte final des frappes sur l'énergie depuis l'annonce du cessez-le-feu du 11 oct. 2026.

CE QUE NOUS DEMANDONS

Protéger l'énergie dans tout cessez-le-feu. Inscrire les infrastructures énergétiques et hydrauliques dans tout cessez-le-feu ou trêve comme une condition surveillée et vérifiable — et non comme une déclaration.

Coopérer sur les mandats. Exécuter les mandats de la CPI contre Kobylach, Sokolov, Choïgou et Guerassimov s'ils entrent sur votre territoire ; soutenir le budget de la Cour consacré à l'Ukraine.

Financer l'hiver prochain. Transformateurs, production et alimentation de secours pour les services d'eau et les hôpitaux avant chaque saison de chauffage.

Citer les propres mots du Kremlin. Mettre « pas de frappes sur des cibles sociales » en regard des robinets à sec de Kyiv le 31 oct. 2022, et « mettre fin aux souffrances » en regard de l'accusation d'actes inhumains.

Sources : A — communiqués de la CPI, 5 mars 2024 (Kobylach, Sokolov) et 24 juin 2024 (Choïgou, Guerassimov) ; ONU Info sur la Commission d'enquête (mars 2023, A/HRC/52/62) ; ONU Ukraine, déclaration de la Commission d'enquête, 21 sept. 2026 ; point de la HRMMU de septembre 2026 (16 oct. 2026). B — Armée de l'air ukrainienne et Premier ministre D. Chmyhal, 31 oct. 2022 (via le Congrès mondial ukrainien) ; maire de Kyiv V. Klitschko (via AP, 31 oct. 2022) ; Premier ministre et Président de l'Ukraine, oct. 2026 (via Al Jazeera, 23 oct. 2026). C — AP, 31 oct. 2022 ; JusticeInfo, 5 mars 2024 ; Ukrainska Pravda, 31 oct. 2022 et 24 juin 2024. RU — Poutine, 31 oct. 2022 (Ukrainska Pravda) ; Peskov, 24 nov. 2022 (Reuters via Cyprus Mail) ; Peskov, 21 oct. 2026 (Anadolu). Toutes consultées le 24 oct. 2026.

EAU DE KYIV
PROJET V0.1 · 24 OCT. 2026 · NON
PUBLIÉ · VERSION EN LIGNE ET
REGISTRE DES CORRECTIONS SUR LE
UKRAINE EVIDENCE HUB



page en ligne · journal
des corrections

KYIV, 31 OCTOBER 2022: THE MORNING THE TAPS RAN DRY

2 photographs from official sources, as shown on the live page. Each image is credited and openly licensed; videos are linked to the official post (scan the code). No image shows the dead; graphic aftermath is blurred in print. The downloadable pack on the live page holds the full-size files and their SHA-256.

UKRAINE EVIDENCE HUB
VERIFIED RECORD
OCT 2026



A combined heat and power plant in Kyiv on fire after Russian missile strikes, 10 Oct 2022 — three weeks before the strike that cut water

Main Directorate of the State Emergency Service of Ukraine in Kyiv ·
2022-10-10 · CC BY 4.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kyiv_after_Russian_shelling,_2022-10-10_\(303\).webp](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kyiv_after_Russian_shelling,_2022-10-10_(303).webp)



Kyiv in a city-wide blackout after Russian strikes on the grid, 8 Nov 2022

Estemelmo Nólemë · 2022-11-08 · CC BY 2.0
[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Blackout_\(54244305416\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Blackout_(54244305416).jpg)



Live page and evidence pack (ZIP): ukraine-evidence.org/#cases/hist-kyiv-water-2022/media. This appendix is not an evidence repository: original material is held by the Office of the Prosecutor General of Ukraine (warcrimes.gov.ua) and the ICC Office of the Prosecutor.